

Point de vue d'un syndicaliste de la FDSEA

Entretien avec Serge Le Doaré

Kérel-vraz, 29700 Plomelin
serge.le.doare@wanadoo.fr

Serge Le Doaré est trésorier de la section laitière du syndicat FDSEA du Finistère. Inscrit au départ sur la liste anglophone sur la BSE-L, il a très vite rejoint la liste ESB. Son troupeau est de 45 vaches pour un quota de 300 000 l ; il emploie un salarié à mi-temps, à Plomelin, dans le Finistère.

Comment s'est passée la première crise, celle de 1996 ?

J'ai souvenir de l'information qui faisait état de la découverte de chercheurs écossais qui montraient le lien probable entre l'épidémie d'ESB et la nouvelle maladie de Creutzfeldt-Jakob. À l'époque, il n'y avait que des inconnues sur cette maladie. Localement, quelques-uns d'entre nous en avaient entendu parler, mais de manière anecdotique. C'était d'abord un problème anglais ! Par contre, les médias en parlaient avec sensation. À la TV, on voyait des images de désileuse¹ pour illustrer des sujets sur les farines de viande ; les gens pouvaient croire qu'on distribuait comme cela de la farine de viande à nos vaches. J'ai souvenir d'un numéro de la revue *Ça m'intéresse* qui faisait le tour des viandes. La seule qui trouvait grâce aux yeux du journaliste était la viande de mouton. Tous les magazines traitaient le sujet sur des dizaines de pages, avec des têtes de mort dans l'assiette en couverture ! Nous avons alors été fortement mis en cause.

Et pour la seconde crise, en 2000 ?

Entre les deux, les gouvernements - de droite comme de gauche - ont pris les bonnes mesures : le retrait des matériaux à risque, le lancement du programme de tests par Glavany, en 2000. Mais plus on prend de mesures, plus nous sommes désignés comme LE pays à risque. À l'époque, j'en voulais beaucoup aux journalistes de désigner la France comme pays à risque. Fin 2000, il n'y avait plus que des vaches allemandes dans la restauration collective ! À ce moment-là, après l'histoire de la 13^e vache, les cantines scolaires se sont fermées aux steaks hachés. J'ai alors participé à des réunions de parents d'élèves. Il n'y avait rien d'autre à faire qu'à attendre que la pression retombe. La crise a été abominable pour les éleveurs, on nous donnait une part de responsabilité énorme. Les médias n'avaient pas autre chose à se mettre sous la dent ; en attendant, à la une des infos, on resservait tous les jours de la vache folle à table.

Quelles ont été vos réactions à la proposition de Luc Guyau ?

Lors d'une réunion départementale, les réactions ont été très houleuses. Mais, à l'époque, on n'imaginait pas la possibilité de tester systématiquement tous les animaux. Il a fallu l'expliquer aux adhérents. La proposition ne me choquait pas du tout. De toute façon, il n'y avait plus de débouchés pour les vaches de réforme. La mesure permettait de conserver un prix sur le reste. Et nous pensions obtenir des compensations financières de l'État. C'était un peu comme la prime à la « valorisation précoce » des veaux (dite prime Hérode). C'est sûr que je ne me suis pas installé éleveur pour vivre cela ! Pour moi, la proposition de Luc Guyau ne concernait que les vaches laitières. Avec les producteurs de viande, nous avons fait une manifestation devant un restaurant Buffalo Grill qui annonçait dans sa publicité une viande en toute sécurité... qui venait d'Argentine. Le tout, sans papier attestant l'origine des animaux !

¹ « Désileuse : machine permettant d'extraire une quantité de produit d'un silo. » In : *Dictionnaire d'agriculture*, CILF, 1999, p. 211.

Que penser de l'abattage total ?

Tout d'abord, il faut rester modeste. En 1996, quand on a entendu parler de l'ESB pour la première fois, on ne connaissait pas son incidence sur la santé humaine. S'il fallait l'abattage total pour assurer la sécurité, on ne pouvait rien dire. Très vite, on a entendu des spécialistes, comme Jeanne Brugère-Picoux, nous affirmer qu'il n'y avait aucun danger à manger de la viande (ou du muscle), même si elle provenait d'une vache contaminée. Les journalistes auraient dû dire à ce moment-là qu'il n'y avait pas de risque, que l'abattage était juste pour rassurer les consommateurs. D'ailleurs, on voit bien la différence aussi depuis avec l'abattage partiel ; cela est moins vécu comme un drame par les éleveurs. Au total, cela a été un immense gâchis ! Les médias ont culpabilisé les éleveurs ; nous n'avons pas supporté d'être traités d'empoisonneurs. C'était dur de se faire interpeller, y compris parfois à travers nos propres enfants face à leurs camarades d'école. L'éleveur n'y est pour rien ; il n'avait aucun moyen pour se prémunir contre cela.

Et les farines animales ?

Au début de la crise (en 1996), personne ne savait qu'il donnait des farines animales à ses bêtes. Bien sûr, on avait entendu parler de compléments minéraux à base de farines d'os, mais pas de protéines. On ne savait pas. D'entendre parler de vaches cannibales, ça nous faisait hurler dans nos têtes ! Tant qu'il n'y avait pas d'incidences sur la santé humaine, cela ne nous semblait pas grave. Après, ce n'était plus pareil. La fraude, qui était tolérée, devenait inadmissible, parce qu'elle pouvait mettre en danger la santé de nos concitoyens. Tant que le lien n'avait pas été fait entre les farines animales et la maladie de l'ESB, nous n'en avions pas conscience.

Les farines animales se sont vite confirmées comme la source de contamination privilégiée, même à très petite dose. Les autres hypothèses (troisième voie, transmission verticale) ont été rapidement abandonnées. Tout conduisait à l'interdiction totale des farines animales, avec une bousculade politique, mais la mesure était prête. Les fabricants d'aliments du bétail n'avaient pas réussi à sécuriser totalement les filières et à prévenir les contaminations croisées. Par contre, cela représentait un coût énorme. D'abord, il a été pris en charge par les pouvoirs publics, mais on voit bien, avec le débat récent sur la taxe d'équarrissage, la tentation de faire payer les éleveurs.

Quel bilan tirer de la crise ?

Cette crise sanitaire a mis en évidence le fossé énorme qui nous sépare, nous paysans, du reste de la population en terme de communication, de connaissance de ce qui constitue le b.a.-ba du métier d'éleveur. Anecdote : mes voisins citadins ont découvert à cette occasion que, quand ils achetaient du bœuf, c'était souvent de la vache... D'autre part, nous (les éleveurs) sommes choqués de voir avec quelle désinvolture la filière viande nord-américaine traite des problèmes d'ESB. La traçabilité ? Rien à foutre... etc., etc. Sont-ils à ce point des imbéciles (difficile à croire) ou bien peut-être qu'en Europe (en France), on en a fait vraiment un peu trop ?

Nous avons géré la crise de manière honnête et cela nous a plutôt desservi. À être plus royaliste que le roi, cela se retourne contre nous. Les services vétérinaires, comme les journalistes, feraient bien souvent de vérifier l'info, voire de la garder, plutôt que de lancer des alertes, qui s'avèrent parfois fausses. Je suis très amer. On fait beaucoup, mais aujourd'hui on va trop loin dans l'autre sens. Je suis dans une démarche de certification avec ma coopérative (Agriconfiance). Je ne travaille pas mieux qu'avant, mais j'ai une pile supplémentaire de paperasse. Nous sommes sanctionnés à la première faute, et c'est parfois difficile à vivre, d'autant qu'une grande majorité d'entre nous fait bien son travail. Un autre exemple : le système d'identification des bovins. On n'a rien changé de notre côté, mais le coût a explosé. Depuis que je me suis installé, je n'ai jamais vu un bovin non identifié sur la ferme. On accumule de plus en plus de papiers et de contrôles et on se retrouve en concurrence avec des pays qui sont très loin de cela. Finalement, on le paye cher, sans gagner plus.

Il est vrai qu'il est plus facile aujourd'hui d'apprécier l'opportunité de telle ou telle mesure sanitaire quand on voit que l'impact de la forme atypique de Creutzfeldt-Jakob reste très limité sur le continent

européen. À propos, concernant la Grande-Bretagne, beaucoup plus touchée, va-t-elle enfin tester tous les bovins de plus de 24, 30 et 36 mois avant abattage ou n'en voit-elle toujours pas l'intérêt ?

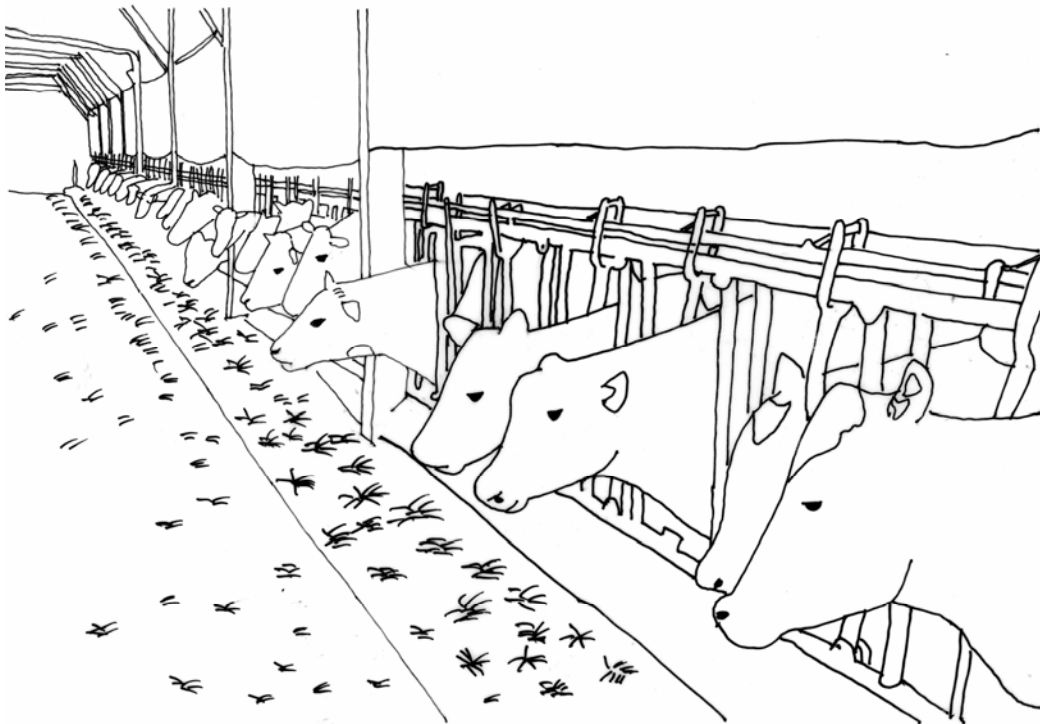
Enfin, je me permets de « taper » encore, à la fois sur les médias et sur les Anglais, quand je rappelle qu'ils ont affirmé dans leurs tabloïds que la pression de l'épizootie était plus forte en France que sur leur île, occultant totalement les tests systématiques réalisés sur le continent tant à l'abattoir que dans les équarrissages. Où est l'information ? N'est-ce pas une preuve parmi d'autres que seule la sensation compte ? Le plus important quand même dans cette histoire, c'est qu'on n'a pas eu la gigantesque épidémie humaine annoncée. De ce côté-là, on est rassuré.

Un dernier mot sur la Liste ESB ?

J'étais d'abord sur la liste anglophone. Les contributions étaient plus techniques. Sur la liste ESB, j'ai été assez désabusé par l'attitude des journalistes. Ils venaient prendre sans rien apporter, pour ensuite faire des articles à sensation. C'est sans doute dommage que des gens des GDS (groupements de défense sanitaire) ou des GTV (groupements techniques vétérinaires) ne s'expriment pas plus sur cette liste. Mais je suis très intéressé par les messages de Karin Irgens ; je resterai sur la liste, rien que pour les lire ! ■

Propos recueillis par Rémi Mer, en mars 2004.

Serge Le Doaré est éleveur de vaches laitières avec son épouse à Plomelin (29).



Dessin de Claire Brenot

ESB et USA (message à la Liste ESB)

From: Karin.Irgens@mattilsynet.no

To: esb@saphir.jouy.inra.fr

Subject : ESB et USA

Date : Thu, 8 Jan 2004 00:24:59 +0100

Bonjour !

Donc la vache ESB-USA est bien née au Canada, ce qui met fin à la première série d'épisodes du feuilleton de Noël-nouvel an. On attend la suite.

En attendant, quelques commentaires.

- Les affirmations canadiennes de « cas unique » inlassablement répétées depuis le 20 Mai 2003 devront faire place à « seulement 2 cas », jusqu'au jour où les Canadiens se décideront (?) enfin à mettre en route un programme quantitativement sérieux de tests rapides. D'autre part, on ne peut pas parler de source contaminante unique, les deux élevages canadiens à ESB ayant utilisé des fournisseurs différents d'aliments.

- Les USA voudront-ils maintenant se déclarer « indemnes » d'ESB ? On peut en douter. Voir les nombreux commentaires du Dr. Ron DeHaven de l'USDA [NDLR : United States Department of Agriculture] qui semblait reconnaître que c'est toute l'Amérique du Nord qui est atteinte, ceci même avant la preuve ADN d'origine canadienne. D'ailleurs, depuis l'été 2003, les USA se sont efforcés de faire admettre par les autres pays que les embargos contre des pays comme le Canada n'étaient pas « scientifiquement » justifiés. Ils devaient s'attendre à détecter bientôt des cas aux USA aussi.

- Les USA ont d'ailleurs de gros problèmes de crédibilité. Sur les 82 bovins exportés aux USA en provenance du même élevage source à ESB, seuls 10 sont identifiés (la vache folle coupable détectée le 23 décembre, et 9 autres actuellement en quarantaine). On recherche encore quelque 70 autres - et il y aurait eu une 2^e exportation du même élevage canadien avec 17 bovins supplémentaires. Et combien d'autres, provenant d'autres élevages d'Alberta, voire d'autres provinces ? On n'en sait rien.

- Les USA ont importé du Canada en moyenne 1 million de bovins par an - dont probablement 10% de bovins adultes ou relativement âgés, importés soit pour l'abattage immédiat, soit destinés à survivre quelques années pour reproduction. Même si on arrivait à retrouver « tous en vie » les 70 + 17 autres bovins de la ferme source, on ne retrouvera jamais tous les bovins adultes importés aux USA ces 10 dernières années. On peut supposer que la plupart son abattus depuis des années, qu'une partie auront été « trouvés morts », recyclés ou non en farines, que d'autres auront terminé comme « downer cows » [NDLR : vaches tombées] et à coup sûr recyclés en FVO, avec leurs MRS...

Ceci était déjà connu en mai 2003, mais avec ce 2^e cas canadien il est devenu beaucoup plus apparent et évident que les USA et le Canada constituent la même région à risque pour ce qui concerne l'ESB. Beaucoup d'articles de journaux US, depuis ce 2^e cas, sont très critiques, contrairement à la presse canadienne peu critique et terriblement sous-informée durant l'été 2003. On peut donc se poser quelques questions sur l'intérêt de répéter au public pendant des années les mêmes affirmations optimistes, niant tout risque ESB aux USA. La politique de désinformation de l'USDA n'a eu les effets désirés que jusqu'à Noël 2003.

La (dés)information officielle canadienne fut toujours plus discrète. Les nombreux journalistes US qui ont déjà bien compris l'étendue du problème pourront difficilement revenir à un stade de naïveté. Les consommateurs US et leurs associations semblent aussi plutôt bien informés, alors que du côté canadien, l'info semblait plutôt maigre. Il se pourrait même que la perte de confiance dans le « beef » risque d'être plus forte aux USA qu'au Canada.

- Le 2^e cas nord-américain a mis en évidence les graves lacunes du système US -absence de traçabilité des bovins et des viandes, seules les vaches laitières sont (pas toujours) identifiées. On a appris (je l'ignorais !) qu'aux USA les autorités sanitaires n'ont aucun pouvoir légal pour « rappeler » des lots d'aliments suspects ou dangereux. Ils doivent demander aux producteurs de bien vouloir le faire volontairement... Lorsque ceux-ci acceptent, on récupère en moyenne 20% seulement des lots à risque rappelés. Sans même parler d'ESB, ceci n'est pas de nature à rassurer les pays importateurs de « beef made in US ». Il suffit de penser aux salmonelles, à E. coli O157 et autres.

- Comment réagiront les pays autrefois importateurs de bœuf US ? Vont-ils lever leurs embargos ? Déjà le Japon semble bien plus critique que pendant l'été 2003. Les japonais auraient demandé que les bovins US dont la viande est exportée soient testés ESB. Demande légitime à mon avis, car les Japonais testent tous leurs bovins. Mais les USA ont jusqu'à présent totalement refusé l'idée de tester des bovins cliniquement normaux.

Imaginons qu'ils acceptent de tester rien que les bovins dont la viande est destinée au marché japonais... il serait alors plutôt inacceptable pour les consommateurs US de devoir se contenter de hamburgers au statut ESB inconnu. Si les USA acceptaient une telle solution, ils auraient de gros problèmes de mise en route, car ils n'ont pas une capacité de labo suffisante.

Lorsqu'ils y parviendraient enfin, ils risqueraient de trouver des cas d'ESB, à moins de ne réserver aux Japonais que les très jeunes bovins.... D'ailleurs, ne serait-il pas beaucoup plus simple pour les Japonais, Coréens, Égyptiens et autres de se tourner vers l'UE ? Le marché « viande » le plus proche pour les pays EST-Asiatiques est sans doute l'Australie et la Nouvelle Zélande, mais déjà on apprend que l'Australie aurait du mal à fournir les

quantités demandées. La Chine, ce serait plutôt risqué : sur une population de 130 millions de bovins, la Chine n'en a testé pour l'ESB que 4-5000 en plusieurs années.

La viande bovine européenne offrirait aujourd'hui les meilleures garanties, surtout si provenant de bovins nés après le 01.01.2001 donc après l'interdiction totale de toute protéine animale dans l'alimentation de toutes les espèces consommables. De plus, le cerveau et la moelle épinière sont retirés en Europe dès l'âge de 12 mois, contre 30 mois en Amérique du Nord. Enfin, les bovins > 24 ou 30 mois sont testés.

Parmi les mesures décidées par l'administration US il y a :

les bonnes décisions :

- interdiction des pistolets d'abattage qui injectent de l'air dans la cavité crânienne, interdiction des colonnes vertébrales pour produire des viandes séparées mécaniquement, interdiction des MRS dans l'alimentation humaine ;

les moins bonnes décisions :

- la limite de 30 mois au lieu de 12 mois pour classer comme « MRS » le cerveau et la moelle épinière, limite d'âge beaucoup trop élevée, surtout dans des pays où la prévalence ESB et la distribution d'âge des animaux infectés sont totalement inconnues.

Une décision à la fois bonne et mauvaise :

On veut protéger le consommateur, objectif louable. Cependant, l'interdiction de conduire à l'abattoir les fameuses « downer cows » va poser de sacrés problèmes. Les USA testaient très peu de bovins « trouvés morts » - les ¼ des quelque 20 000 bovins testés aux USA en 2003 étaient des « downer cows ». Ils n'ont pas réfléchi à l'avance pour trouver un moyen d'avoir accès à l'essentiel de leur population à risque (Il y aurait au moins 200 000 downers par an aux USA). Aucune réglementation n'exige actuellement la déclaration des bovins malades ou trouvés morts et, le temps qu'il légifèrent, ils vont perdre pendant des mois l'essentiel de leur population cible pour les tests ESB. N'ayant aucun système d'identification des bovins de race à viande, ils peuvent difficilement tenter de contrôler dans les élevages le nombre d'animaux restants et les destinations de ceux qui sont déjà vendus. Seule alternative possible immédiatement, tester les animaux cliniquement normaux à l'abattoir, du moins ceux de 3-5 ans ou plus - mais l'USDA s'est toujours opposé par principe aux test ESB sur bovins 'cliniquement normaux'...

Les décisions manquantes qu'on attend toujours :

- absence de liste MRS petits ruminants ;
- aucune décision sur le devenir des MRS, des « downer cows » et des bovins adultes trouvés morts. Pour l'instant ce matériel peut toujours entrer légalement dans la chaîne alimentaire pour porcs/volailles, et dans les petfoods. Même s'ils se décidaient enfin à interdire les MRS dans les aliments pour animaux, les cerveaux + moelles de bovins de 12 à 30 mois pourront être recyclés ;
- absence de décision pour soit interdire totalement les FVO, soit exiger la séparation totale des producteurs d'aliments pour ruminants. Ni le Canada, ni les USA, ne testent les aliments pour ruminants pour une éventuelle présence de FVO contaminants. Ils ne connaissent donc même pas leur niveau réel de contaminations croisées ;
- absence de décision sur un programme de surveillance vraiment active par tests rapides. On attend la réaction de l'équipe internationale d'experts qui sera invitée par les USA, même équipe que celle qui fut invitée au Canada en Juin. On apprend que Mr. W. Hueston, membre américain de cette équipe, aurait été payé par l'industrie de la viande pour témoigner contre Oprah Winfrey dans le procès qui lui fut intenté en 1997 pour avoir osé dire à la télé qu'elle ne mangerait plus de hamburgers..

Enfin, ce dont on n'a pas du tout parlé :

L'exportation des farines US devrait être interdite. Ces farines sont produites avec MRS et incluent aussi des bovins trouvés morts. Elles sont chauffées en général sans pression suffisante, ce qui ne réduit l'infectivité que d'un facteur 10 X (contre 1000 X en Europe)

L'UE importe très peu de viande US (à cause des hormones), mais importe sans doute pas mal d'aliments pour chiens. La plupart des aliments US pour chiens/chats contiennent des FVO, donc des MRS, peu ou mal chauffés. Les certificats sanitaires exigés par l'UE pour ces importations sont peu compréhensibles et ne précisent pas clairement les exigences UE (chauffage sous pression 3 bars, absence de MRS tels que définis par l'UE). On pourrait facilement pardonner à un vétérinaire inspecteur US qui signerait un certificat d'exportation de petfoods, croyant attester que la marchandise est conforme à la réglementation en vigueur aux USA.

Si on peut ne pas craindre la consommation de petfoods US par des chiens UE en milieu urbain, on peut par contre craindre l'achat de tels petfoods par des élevages bovins. Dans certaines fermes, des sacs d'aliments pour chiens sont stockés dehors, sous hangar, parfois accessible aux animaux du troupeau.

On ne parle pas non plus de la nécessaire adaptation des réglementations US pour ce qui est de l'importation de viandes bovines européennes. Aujourd'hui, c'est encore l'embargo total. L'USDA reconnaît aujourd'hui que les USA sont le premier pays à avoir mis sous embargo d'autres pays à ESB ou à prétendu risque ESB, sans faire d'analyse de risque comme l'exige l'OMC, et sans suivre les recommandations de l'OIE... Aujourd'hui ils veulent au contraire que les autres pays n'agissent surtout pas contre l'Amérique du Nord de la même manière !

On pouvait comprendre l'embargo des USA contre les pays d'Europe fin 1997, car à cette époque on disposait de peu de renseignements sur les risques pris par chaque pays européen. Par ailleurs, les pays européens n'avaient pas tous en 1997 une réglementation MRS, le jonchage était encore autorisé, ainsi que les VSM produites à partir de vertèbres.

Cependant, depuis 2000-2001 les choses ont bien changé. L'Europe a maintenant des années d'avance sur l'Amérique du Nord pour toutes les mesures de précaution. Ceci aurait dû normalement conduire à la levée de l'embargo, mais au contraire les USA ont depuis 2002 aggravé davantage leurs interdictions d'importations de produits européens.

Quelques exemples :

L'UE a 3 ans d'avance sur les USA pour la surveillance active. La Suisse a 4 ans d'avance.

L'UE a 3 ans d'avance sur les USA pour la première interdiction des FVO dans les aliments pour ruminants (tous pays UE : 1994, USA/Canada : 1997).

Les USA n'ont aucun contrôle des contaminations croisées. L'UE a testé par microscopie les aliments pour ruminants depuis 1996. En Amérique du Nord on n'avait même pas commencé en 2003. Et ils n'ont toujours pas compris que les contaminations croisées peuvent se produire même sur le continent américain.

Ceci dit, je souhaite à tous les co-listiers une excellente année 2004 !

Amicalement,

Karin Irgens



Photo Yann Kerveno